

Programme EU4health : quelle coordination européenne pour assurer des systèmes de santé plus solides et accessibles aux Européens ?

TPG :

La République tchèque est une république parlementaire dirigée par le Premier ministre Petr Fiala depuis 2021, avec Petr Pavel comme président depuis 2023. Membre de l'Union européenne depuis 2004 et de l'espace Schengen depuis 2007, la Tchéquie s'engage activement dans les initiatives européennes tout en défendant ses intérêts nationaux.

Sur la santé, la République tchèque soutient le programme **EU4 Health** en faveur de systèmes plus résilients et accessibles. Elle reconnaît l'importance d'une coopération européenne face aux crises sanitaires, mais insiste sur la nécessité de respecter la compétence des États en matière de santé. Pour Prague, l'UE doit agir comme un soutien, en facilitant l'échange de bonnes pratiques, la mutualisation des ressources et l'accès équitable aux médicaments, tout en laissant aux pays la flexibilité d'adapter les mesures à leurs réalités locales.

La République tchèque reconnaît l'importance d'une coopération européenne pour renforcer la résilience des systèmes de santé, tout en restant attachée au respect des compétences nationales. Pour Prague, le programme EU4Health est un outil utile pour mieux répondre aux crises sanitaires et faciliter l'accès aux soins, mais cette coordination ne doit pas empiéter sur la souveraineté des États en matière de politique de santé.

Ancrée dans le Traité de Lisbonne (2007), la Tchéquie défend le principe de subsidiarité, estimant que chaque État est le mieux placé pour organiser son propre système de soins selon ses besoins spécifiques. Elle reste vigilante face à toute tentative d'harmonisation qui pourrait limiter la capacité des gouvernements à adapter leurs politiques aux réalités locales.

Bien que ouverte à l'échange de bonnes pratiques et au partage d'expériences, la République tchèque met en avant l'importance de préserver la diversité des systèmes de santé européens. Cette position reflète son attachement à la gestion décentralisée des soins et à la maîtrise des décisions en matière de financement, d'accès aux médicaments et d'organisation hospitalière.

Ainsi, tout en reconnaissant l'apport positif de la coopération européenne, la République tchèque défend une approche où l'Union joue un rôle de soutien, sans imposer des orientations uniformes qui ne tiendraient pas compte des spécificités de chaque pays.

La République tchèque a soutenu plusieurs initiatives européennes visant à renforcer la coordination des politiques de santé, tout en restant attentive à préserver ses prérogatives nationales. En tant que membre de l'UE, elle a approuvé le programme EU4Health (2021-2027), qui vise à renforcer la résilience des systèmes de santé européens, notamment après la crise de la COVID-19. Par cette adhésion, la Tchéquie a reconnu la nécessité d'une solidarité européenne pour mieux faire face aux crises sanitaires transfrontalières.

Prague soutient également la création de l'HERA (Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire), qui permet de mieux anticiper et coordonner la réponse aux menaces sanitaires. Toutefois, elle s'est montrée plus réservée lors des discussions sur la révision des règles de la coordination des systèmes de sécurité sociale, insistant sur la nécessité de préserver une certaine flexibilité nationale.

À l'échelle nationale, la République tchèque a investi dans la digitalisation des soins de santé, avec des plateformes permettant un meilleur suivi des patients et un partage plus fluide des données médicales des avancées qui pourraient s'intégrer davantage à une infrastructure numérique européenne commune.

Lors des débats sur la santé en Europe, la République tchèque pourrait encourager des partenariats renforcés pour la recherche médicale et la production commune de médicaments essentiels, tout en

Programme EU4health : quelle coordination européenne pour assurer des systèmes de santé plus solides et accessibles aux Européens ?

défendant une approche respectueuse des spécificités nationales. Prague valorise également la coopération régionale avec les pays du groupe de Visegrád (V4) pour échanger sur les politiques de santé et trouver des solutions adaptées aux défis communs, comme la pénurie de personnel médical. Ainsi, tout en restant vigilante sur la question de la souveraineté, la République tchèque continue d'œuvrer pour une coordination européenne efficace, surtout dans les domaines où l'union des forces peut réellement renforcer la capacité des systèmes de santé à protéger tous les citoyens européens.

Pour finir, la République tchèque se positionne comme un partenaire constructif au sein de l'Union européenne, prêt à renforcer la coopération en matière de santé, tout en défendant fermement la souveraineté nationale sur l'organisation des soins. Elle soutient des programmes comme EU4 Health et des structures telles que HÉRA, qui apportent des réponses concrètes aux crises sanitaires, mais reste attachée au principe de subsidiarité pour garantir que chaque État puisse adapter les politiques de santé à ses besoins spécifiques.

Sur le plan politique, la République Tchèque oscille entre un réalisme prudent et un attachement aux bénéfices de l'intégration européenne, illustrant une posture euro-réaliste plutôt que eurosceptique. Elle valorise la solidarité européenne tant qu'elle respecte les compétences nationales, incarnant ainsi une vision d'une Europe unie dans la diversité, où la coopération ne rime pas avec uniformité.